

Crises sociopolitiques en Haïti : Quid des enfants ?

La précarité des enfants en Haïti n'est pas une réalité nouvelle. Les droits des enfants, même les plus fondamentaux tels que se nourrir chaque jour, n'ont pas toujours été respectés et sont considérés comme un luxe au sein du pays. Il en va bien évidemment de même lorsqu'on parle des soins de santé ou de l'accès à l'éducation. En Haïti, trouver à manger est donc une quête de tous les jours et de nombreuses familles sont aperçues en pleurs au bord des routes.

Dans cette réalité, les enfants sont loin d'être épargnés et sont, au contraire, exploités. Lorsque la situation économique du pays se dégrade, ils en sont les premières victimes. Aujourd'hui, leur niveau de vulnérabilité est inqualifiable.

Dans un communiqué de presse datant du 15 juin 2023, le représentant de l'UNICEF en Haïti, Bruno Maes, a affirmé que « Les enfants en Haïti traversent aujourd'hui une épreuve sans précédent dans l'histoire contemporaine et sont plus que jamais exposés au danger. Les menaces et les difficultés auxquelles ils font face sont tout simplement inimaginables ».

Le « cas de Liancourt », département de l'Artibonite, est un exemple flagrant qui illustre ces propos. Les écoles de cette commune n'ont pas eu l'opportunité de travailler durant plus de 6 mois sur 10 lors de l'année 2022-2023.

Actuellement, les enfants sont obligés d'abandonner leurs maisons pour se réfugier dans d'autres localités, forcés de vivre dans des conditions extrêmement précaires. Ils ne sont pas uniquement exposés à toute sorte de dangers entravant leurs perspectives mais sont surtout tout simplement dans l'obligation survivre.

Dans le même communiqué, il est mentionné que "Menacés par des niveaux inédits de violence, de malnutrition et de pauvreté, les enfants courent un danger extrême". Ces derniers sont dépourvus de moyens leur permettant de s'établir et de s'adapter à leur nouvel endroit. Ils se retrouvent ainsi bloqués dans une conjoncture innommable et nécessitent une protection et une assistance imminente, mais qui peine à se formaliser.

Avec un niveau élevé de chômage, le peuple haïtien vit depuis longtemps « au jour le jour ». Néanmoins, il était auparavant tout de même possible de se débrouiller pour permettre à chaque jour de suffire à sa peine. Désormais, dans le but de subvenir aux besoins familiaux, certains parents liquident leurs biens dans le but, un jour, de migrer de manière illégale vers d'autres horizons, en laissant leurs enfants derrière eux.

Joël Saintiphat, conseiller pédagogique au sein de l'Initiative des Éducateurs pour la Promotion de l'Éducation Nouvelle en Haïti (IEPENH)